

QUEL FRONT CONSTRUIRE AUJOURD'HUI ?

TOUT le monde le sait, et une affirmation contraire résulterait d'un dangereux aventurisme, attesterait d'une méconnaissance profonde de la réalité et sonnerait comme une phase creuse et un peu ridicule. Aussi personne, du moins parmi ceux qui songent tant soit peu à connaître l'état de la lutte de classes en France, n'avance pareille absurdité.

Mais alors, dira-t-on, pourquoi envisager la constitution d'un front quand l'heure semble plutôt à l'édification d'un parti communiste suffisamment développé et lié à la classe ouvrière pour offrir une alternative crédible au parti communiste qui a dégénéré, au parti révisionniste ? Ne faut-il pas commencer par le commencement, c'est-à-dire par le parti, en attendant qu'il soit assez fort, du fait de l'essor de la lutte de classes, pour appeler à la constitution d'un front uni des classes et couches révolutionnaires capable de renverser la bourgeoisie dominante ?

Une telle conception comporte beaucoup de vérité. En effet, elle indique avec netteté que la construction du parti communiste est la tâche la plus fondamentale, la plus essentielle et qu'aucune autre ne saurait lui être substituée. Mais elle ne résout pas tout, et pour commencer, elle n'épuise pas le sujet de savoir **comment** construire le Parti, à quelles conditions peut s'opérer son développement. De plus, elle se fonde sur un malentendu, c'est-à-dire sur l'assimilation de tout projet de front au front uni des classes et couches ayant intérêt à la révolution et ce faisant, au front uni, tâche stratégique conditionnant le succès

de l'insurrection prolétarienne et la victoire de la révolution.

Aussi ce dont il est question aujourd'hui, ce n'est pas de constituer ce que nous appellerons par commodité et en référence à cette tâche stratégique : le front uni, mais un front apte à développer, dans les conditions concrètes de la lutte de classes, l'essor de la révolution.



Sur quoi donc se fonde la nécessité de constituer aujourd'hui un front et de quel front s'agit-il ?

En premier lieu, cette tâche résulte des caractéristiques propres à la lutte de classes et à l'état des forces politiques dans notre pays.

Dans les années qui ont suivi mai 68, les travailleurs de nombreuses entreprises se sont engagés dans des luttes importantes que l'on peut saisir d'un double point de vue : d'une part, ces luttes ont remis en cause la domination capitaliste sous plusieurs aspects : organisation capitaliste du travail, avec les luttes d'OS, hiérarchie dans l'entreprise, gestion capitaliste, rôle des patrons (dont Lip a **montré** qu'on pouvait se passer) ; dans le même temps où se développaient également des luttes pour le salaire et pour l'emploi. D'autre part, dans ces luttes, une opposition parfois flagrante s'est fait jour avec la tactique, la politique d'alliances, le programme des réformistes et des révisionnistes. Le développement ponctuel certes, mais tout à fait effectif, de contradictions avec les forces bourgeoises, et souvent particulièrement avec les révisionnistes, s'est concrétisé par le refus des travailleurs de se soumettre aux mots d'ordre, aux formes de lutte, aux compromis qui n'étaient pas les leurs, par la revendication et la mise en œuvre de leur propre contrôle sur les luttes.

Ainsi, la prétention des partis de gauche et des directions confédérales qu'ils investissent, à parler au nom de la classe ouvrière, à faire fusionner son point de vue avec

Le développement des forces révolutionnaires n'est pas, tel aujourd'hui qu'elles puissent à court terme envisager que le prolétariat va s'emparer du pouvoir.

L'insurrection prolétarienne n'est pas dans les conditions concrètes de la lutte de classes dans notre pays un problème concret posé et à résoudre pour l'immédiat.

Quel front construire aujourd'hui ?

leurs propres propositions, a été sérieusement contrée.

C'est du moins ce qui s'est présenté jusqu'au moment — début 1975 — où la conjonction des effets de la crise économique et du chantage pré-électoral des partis de gauche a entraîné une nette régression des luttes, et du même coup, **des manifestations d'opposition au réformisme et au révisionnisme** qu'elles portaient.



Comment ce fait devait-il être interprété ? S'agissait-il d'un progrès effectif de la coalition de gauche en direction des couches d'ouvriers qui jusque là l'avaient, semble-t-il, remis en cause dans les luttes ; s'agissait-il d'une résorption effective des oppositions apparues ou bien assistait-on plutôt à un phénomène passager, de durée moyenne et propre à être modifié lorsqu'une partie au moins des facteurs qui l'avaient provoqué ne pourrait plus jouer de la même façon ?

Quelque temps après l'échec de la coalition électorale de gauche, les faits semblent donner raison à la deuxième hypothèse. L'apparition d'une importante vague de luttes et les contradictions qui s'y sont fait jour abondent plutôt dans le sens d'une vivacité des caractéristiques de la période située entre 1968 et 1975 et d'une explication de la phase 1975-1978 en terme de pause parfaitement explicable, dans l'avancée de ce processus de détachement d'une partie significative de la classe ouvrière de la sphère d'attraction du réformisme et du révisionnisme.

Se rattache à cette lecture des faits l'observation selon laquelle la coalition de gauche, si elle a pu freiner le cours des luttes, n'a pas été en mesure de mobiliser, positivement si l'on peut dire, les larges masses ouvrières et particulièrement, lorsque la querelle entre PC et PS a fait rage à l'automne 77, les

appels du PCF à venir à sa rescousse n'ont pas été entendus.

C'est que les contradictions apparues précédemment étaient loin d'être résolues, même si leurs manifestations visibles n'étaient plus évidentes. L'examen attentif des résultats électoraux fournit d'ailleurs une indication supplémentaire, et notamment l'importance relative des résultats de refus ou au moins de réserves, vis-à-vis de la coalition de gauche que constituent les votes écologistes ou d'extrême-gauche.

Dans le même temps d'ailleurs, où se marquait, au cours des luttes ouvrières, cette pause dans la contestation des partis bourgeois de gauche, apparaissaient de nouveaux mouvements, dont la base de classe était essentiellement petite bourgeoise, mais qui se démarquaient clairement dans leurs thèses, dans leurs initiatives et même dans leur comportement électoral de la logique de gestion alternative de la crise propre aux partis de la gauche bourgeoise.

Leur surgissement signifiait, à notre sens, une double affirmation : d'abord, l'affirmation d'une profonde identité entre l'ensemble des forces politiques bourgeoises et de leur commune inaptitude à résoudre les problèmes soulevés par ces mouvements : utilisation de l'énergie nucléaire, détérioration du milieu naturel et du cadre de vie, logique de la course au profit capitaliste, cadre de vie, ou persistance de l'inégalité hommes/femmes, discrimination fondée sur le sexe, rapports hommes/femmes dans la famille et la société, et affirmation en découlant du refus d'inscrire leurs revendications et leurs luttes dans le contexte de l'affrontement entre les deux coalitions bourgeoises.

Cette affirmation double présentait, dans le contexte, un caractère clairement subversif. Dans le contexte, parce qu'il relayait **en quelque sorte** et sans doute de manière provisoire, une opposition surgie des rangs de la classe ouvrière et contenue du fait de la conjonction des facteurs économiques et politiques (crise et pressions pré-électorales), dans le contexte aussi parce que la force et la clarté qu'ont manifestées dans la défense de leur spécificité, ces mouvements, s'accompagnent d'une très grande imprécision stratégique, et partant, d'une très grande fragilité.

Subversif, en ce sens que le refus de la logique du choix droite-

gauche, la revendication d'une autonomie effective concernaient, par delà les militants ou sympathisants de ces mouvements, une frange bien plus large qui acquiesçait à une telle position, et sur ce point au moins, la partageait, la reconnaissait pour utile et salutaire, au moment même où l'immense appareil de propagande, de manipulation de l'opinion entre les mains de l'État et des partis bourgeois s'efforçait de tout ramener, de tout rattacher, de tout assimiler à l'alternative des deux coalitions bourgeoises.



C'est bien la défense intransigeante de leur autonomie et la démonstration publique de cette intransigeance, à l'occasion notamment des élections, qui a fait surgir ces mouvements nouveaux (écologistes, femmes, etc.) sur la scène politique, leur conférant, ainsi d'ailleurs qu'aux formations d'«*extrême-gauche*», même aux plus capitulaires d'entre elles, un rôle de représentation de ce courant, infiniment plus vaste et plus divers qui, après mai 68, constituent un pôle effectif de la vie politique de notre pays et un partenaire constant des luttes de classes qui s'y déroulent. Ce courant, manifeste, dans les luttes ouvrières jusqu'en 1975, et semble-t-il, réapparaissant aujourd'hui, une fois les élections passées, n'est pas homogène politiquement ni socialement, mais il présente plusieurs caractéristiques communes.

La première de ces caractéristiques est, on l'a vu, la recherche d'une autonomie par rapport à l'ensemble des partis bourgeois, c'est-à-dire à la fois le refus d'un contrôle, d'une ingérence, d'une subordination non seulement organisationnelle, mais aussi idéologique et politique des luttes engagées et des initiatives prises, de la part de ces partis, quelle que soit l'enseigne qu'ils portent : parti des pauvres, des travailleurs, de gauche... et dans le même temps, la volonté de définir par soi, démocratiquement,

Quel front construire aujourd'hui ?

par le débat, les objectifs, les moyens et les modes de lutte ; ce qui est important, c'est que cette recherche de l'autonomie ne se limite pas, bien souvent, à une sorte de repartage du travail entre, d'un côté, l'objectif délimité, ou sectoriel, dont la mise en œuvre impliquerait une réelle autonomie et un plan politique plus général réservé aux partis réformiste et révisionniste. L'important, c'est que ce courant tend de plus en plus à s'affirmer, comme force politique, contrairement aux partis bourgeois. Ce qui le montre, c'est d'une part, la critique globale du PC et du PS, fréquemment formulée ; c'est d'autre part l'utilisation de moyens jusque là réservés aux partis bourgeois, pour se faire entendre, par exemple, les élections.

Dans ce courant, de très grandes inégalités se manifestent, puisqu'il s'étend des couches simplement réservées à l'égard des partis bourgeois de gauche, et vacillantes, dans les périodes où ceux-ci développent le plus leur offensive, peu lucides encore sur la nature de nature de classe véritable de ces partis, jusqu'à une frange révolutionnaire conséquente, dont la fermeté à l'égard des différentes variantes de la bourgeoisie a été acquise dans l'expérience et constitue un obstacle sérieux à leurs manœuvres.

Le fait que ce courant, présent dans la classe ouvrière, s'étende à d'autres couches sociales, accroît son hétérogénéité, et de toute façon, il n'est pas structuré, le repérage de son identité s'effectue à partir d'attitudes communes par rapport aux forces politiques de la bourgeoisie, à certains faits de convergence, à quelques initiatives dans lesquelles ces diverses composantes se rejoignent mais il est loin de former un rassemblement conscient.

La deuxième caractéristique commune qui, incontestablement, explique dans une certaine mesure la fermeté adoptée par rapport aux forces réformistes et révisionnistes, c'est l'aspiration, vague le plus souvent, à une autre société, à un socialisme mal défini, mais dont il est clair qu'il se distingue radicalement des capitalismes d'État d'URSS et d'Europe orientale, en même temps qu'il ne peut se construire par un simple aménagement progressif de la société impé-

rialiste. Aussi, même lorsqu'il s'illusionne sur les possibilités de changement limité apportées par les partis de gauche dans l'hypothèse désormais caduque de leur venue au gouvernement, ce courant ne confond pas la société à laquelle, sous des modalités diverses, il aspire avec les projets des partis de gauche.

Cette exigence d'une autre société ne se présente pas bien sûr sous la forme d'un projet stratégique cohérent, mais il est évident que les contours mêmes d'une société socialiste ne pourront être dessinés en dehors de ces aspirations.

Recherche de l'autonomie par rapport à l'ensemble des forces bourgeoises, aspiration à une société nouvelle, ni impérialiste, ni capitaliste d'État, voilà les principales caractéristiques de ce courant, qui se fait jour dans les luttes ouvrières, mais aussi dans les luttes paysannes et d'employés, comme dans les mouvements «nouveaux», écologiste, femmes... Les caractéristiques, on le voit, le définissent dans le champ politique en opposition et en rupture avec le réformisme et le révisionnisme, mais elles ne suffisent pas à leur donner une véritable cohérence, à le doter d'une unité véritable. Éclaté en une multiplicité de manifestations, parcouru de contradictions multiples, il fait l'objet de constantes tentatives d'assimilation, que ce soit de la part de la fraction libérale de la bourgeoisie de droite (écologistes), du Parti Socialiste («Changer la vie») ou du Parti révisionniste (avant les élections par l'avancée du thème de l'autogestion, les tentatives en direction des écologistes et des femmes), il est cependant conforme à la réalité d'indiquer que d'une manière générale, il y résiste.

Mais, dira-t-on, tous ces projets sont positifs, ces divers mouvements ne manquent pas d'intérêt, il se peut même que parmi les militants qui s'y engagent, quelques uns, les plus conséquents, deviennent des communistes ; tactiquement de plus, en certaines circonstances, comme à l'occasion des élections, leur prise de position peut rejoindre celle des marxistes-léninistes. Ceci dit, qu'est-ce qu'il peut bien y avoir en commun entre des marxistes-léninistes, qui luttent

pour l'instauration de la dictature du prolétariat et des écologistes attachés à la critique de toute société productiviste, des syndicalistes encore égarés dans les eaux de l'autogestion, des femmes pour qui la contradiction principale de notre société est énoncée de manière hésitante : bourgeoisie/prolétariat ou homme/femme entre des travailleurs entrant dans leurs luttes en contradiction avec les réformistes et les révisionnistes et des petits bourgeois qui ne reconnaissent pas le rôle dirigeant de la classe ouvrière ?

L'objection est sérieuse, elle se fonde, nous l'avons vu, sur d'incontestables réalités, mais elle ne suffit pas.

Certes, la recherche de l'autonomie n'est pas en soi un critère révolutionnaire. Par exemple, l'affirmation d'une autonomie par rapport à tout parti, quelle que soit sa ligne, son caractère de classe ne serait pas, à terme, une position progressive. Il en va ainsi, si l'on veut procéder à une grossière comparaison historique, comme il en a été du mot d'ordre : «*Tout le pouvoir aux soviets !*» mot d'ordre révolutionnaire en 1917, mot d'ordre anti-blochévik ensuite.

Mais ce qui importe, c'est de considérer contre **quelle** hégémonie s'affirme aujourd'hui cette revendication de l'autonomie et quelle hégémonie pourrait lui être substituée

Il est bien clair que c'est contre l'hégémonie du révisionnisme et du réformisme sur le mouvement de masse que va une telle revendication. Cette hégémonie se marque par la mise en œuvre d'un système complexe de propositions, de pressions, de moyens d'encadrement. Elle s'incarne dans la tutelle dans laquelle sont placés les instruments de lutte des masses : syndicats, associations. Un tout complexe et structuré, politiquement, idéologiquement, organisationnellement pèse comme une chappe de plomb sur toute initiative de lutte. Il est au service d'une ligne de transformation de capitalisme en capitalisme d'État dont l'organisation politique doit s'esquisser dès maintenant. Bien sûr un tel système n'est pas sans faille, sans brèche. Dans la mesure où il ne se confond pas actuellement avec les moyens et la structure de l'État, il est plus vulnérable, mais il n'empêche que comme système hégémonique sur le mouvement de masse, il constitue

Quel front construire aujourd'hui ?

un écran, un lieu de passage presque obligé, un immense carcan déportant dans sa sphère la quasi-totalité des affrontements avec la bourgeoisie. Renverser cette hégémonie qui pèse sur le mouvement de masses est la condition d'une avancée effective de la révolution, d'une croissance des forces révolutionnaires dans leur lutte contre la bourgeoisie. Aussi est-il essentiel de voir concourir à la destruction de cette hégémonie l'ensemble des forces politiques qui entendent, sur la base de leurs propres exigences, avec leurs propres aspirations s'affronter à la domination capitaliste.

Mais d'une part pour que leur lutte soit efficace, pour qu'elle ne soit pas sans lendemain, d'autre part pour qu'à la destruction de cette hégémonie révisionniste-réformiste sur le mouvement de masse, corresponde un essor réel de la révolution, il est nécessaire que commence à se cimenter une hégémonie nouvelle. C'est là que s'affirme particulièrement le rôle des communistes.

C'est pourquoi, en second lieu, la tâche de construction du front n'est pas contradictoire avec celle de l'édification du parti, mais lui est au contraire étroitement liée.

En fait, les progrès les plus nets dans la construction du Parti Communiste s'effectuent lorsque les masses, et particulièrement la classe ouvrière, engagent des luttes importantes contre la bourgeoisie. C'est là qu'à la fois apparaissent au grand jour les contradictions entre la frange la plus déterminée de la classe et les révisionnistes, c'est là, avant tout, que les ouvriers prennent conscience de leur force et commencent à percevoir le rôle historique de leur classe. Il est donc normal que se vérifie et que soit vérifiée cette indication selon laquelle, c'est à ce moment là que progresse le plus l'édification du parti. Mais ce qui freine, ou empêche même le développement des luttes, c'est bien le plus souvent la domination, l'hégémonie révisionniste et réformiste sur le mouvement de masses.

Établir le plus souvent possible la convergence des différentes forces qui contestent cette hégémonie est une condition favorable à la fois pour le développement des luttes et pour le développement du parti. Cette convergence, on l'a vue, n'est pas spontanée et se heurte à de nombreuses difficultés. Aussi il revient bien aux communistes, à la fois de favoriser cette convergence et d'agir pour résoudre les contradictions internes qui parcourent les différentes composantes de ces forces.

Résoudre ces contradictions, c'est aussi avancer vers la constitution d'une hégémonie nouvelle. Cela implique une action idéologique, politique et organisationnelle, que l'on peut résumer dans le terme de «politique de front».

En quoi peut-elle consister ! D'abord dans l'établissement de conditions telles que puissent se rencontrer, s'aider mutuellement, se concerter les différentes composantes de la lutte contre l'hégémonie révisionniste-réformiste. Favoriser l'existence de ces lieux et de ces moments de rencontre, c'est évidemment donner force à cette lutte, mais c'est aussi commencer à avancer vers l'établissement d'une hégémonie nouvelle, révolutionnaire.

Dans ce rapprochement qui peut prendre la forme de forums, d'assemblées populaires, de manifestations communes les plus diverses et les plus souples, au stade actuel de réalisation de cette tâche, ce qui en définitive va décider l'avenir, c'est la place occupée par la classe ouvrière, le rôle central que doivent y jouer ses représentants : travailleurs en lutte, syndicalistes, militants ouvriers. L'essor prévisible des luttes à la rentrée, après la première vague du printemps, doit largement favoriser cette avancée. Par la coordination, le soutien, l'écho apporté au groupes de travailleurs en conflit qui refusent l'hégémonie des partis bourgeois, il est possible non seulement de favoriser le développement des luttes, mais ce faisant d'opposer au système de domination complexe de ces partis une alternative. Casser la logique selon laquelle ou bien la lutte est relative et isolée, ou bien elle doit s'inscrire dans le système de domination révisionniste-réformiste et lui

être subordonnée n'est pas impossible.

Dans le même temps, il s'agit de créer les lieux pour que la réflexion engagée par la frange avancée des travailleurs au cours des conflits se poursuive, ne s'interrompe pas la lutte finie, sans profiter à l'ensemble, que les démarcations concrètes effectuées dans les luttes ne soient rapidement effacées par la force et la permanence du système de domination révisionniste-réformiste.

Il s'agit aussi que cette réflexion, soutenue par les communistes, appuie et éclaire les différentes composantes, que les idées fausses ayant cours dans la classe ouvrière, sur son assujettissement, au sein des mouvements nouveaux (écologistes, femmes,...) reculent peu à peu.

C'est de la sorte, en créant les supports adaptés, que se fera jour une hégémonie nouvelle, capable de cimenter un bloc de forces politiques œuvrant à la révolution socialiste. Une telle démarche complète l'intervention propagandiste inlassable du parti, en même temps qu'elle enrichit. Elle ne lui est nullement contradictoire, car c'est bien dans ces débats, auxquels les luttes fournissent le point de départ, que peut progresser également la ligne marxiste-léniniste.



Construire sans attendre ce front, ce n'est pas, comme on le voit parfois à tort, intercaler entre le parti et les organisations de lutte des masses (syndicats, associations, ...) un corps intermédiaire gênant leur travail. Le développement organisationnel du front n'a nullement pour fonction de se substituer à l'une ou l'autre organisation. Lieu de rencontres, de débats, de réflexion, centre d'initiatives convergentes, il vise au contraire à favoriser l'engagement dans la voie révolutionnaire des organisations de masse existantes et permet à l'édification du parti de s'ancre dans la riche bataille pour la conquête d'une hégémonie nouvelle du mouvement de masse. Edification du parti, construction du front, la tâche est profondément une.